

**Analyse/Diagnostic**

La drogue est un problème vieux comme le monde. Ce qui est nouveau, dans notre société, c'est une consommation aussi massive et à caractère dépendant. Beaucoup de personnes ne sont plus capables de gérer des problèmes et cherchent, dès lors, à les fuir dans les psychotropes et autres produits qui changent les états de conscience. Il est étonnant que, jusqu'à présent, aucune statistique fiable quant au nombre de consommateurs en Suisse n'ait pu être établie !

La politique suisse de la drogue s'appuie sur quatre piliers : prévention, répression, thérapie et réduction des risques. Dans le domaine de la réduction des risques, une distribution de méthadone et d'héroïne contrôlée par l'Etat est admise. Elle est prise en charge par les caisses maladie, car considérée comme une thérapie.

En 1999, l'UDF a perdu de peu le référendum contre la distribution d'héroïne (loi acceptée par 54,4% des voix). Toutefois, certains efforts sont portés vers la légalisation de la distribution de cocaïne. La révision actuelle de la loi sur les stupéfiants (LStup) veut remettre entre parenthèses la question du cannabis. La discussion politique tourne actuellement autour de la « décriminalisation » de la consommation de cannabis en s'appuyant sur les arguments fallacieux suivants :

- La consommation du cannabis n'est pas plus dangereuse que celle de l'alcool et du tabac.
- Il y aurait trop de consommateurs de cannabis; la politique devrait s'adapter aux changements de société et lever l'interdiction.
- Les jeunes seraient les premiers consommateurs de cannabis; avec la légalisation, l'attrait de l'interdit disparaîtrait.
- Les tribunaux seraient débordés si l'on considérait les consommateurs de cannabis comme des criminels, et qu'on les traînait tous en justice pour cela.

Depuis que le Parlement a refusé la révision de la loi sur les stupéfiants en 2004, l'esprit de laisser-faire vis-à-vis du cannabis s'est un peu calmé, et on admet publiquement que sa consommation n'est pas du tout si inoffensive que cela.

**Position de l'UDF**

Nous nous plaçons clairement en faveur d'une politique des drogues qui vise l'abstinence. En matière de thérapie et de réduction des risques, nous refusons toute distribution de drogues. Les personnes dépendantes de la drogue ne sauraient être traitées par des drogues. Même offerte par l'Etat, l'héroïne reste un poison ! La dépendance des drogues doit être traitée globalement, en tenant compte de la dignité humaine.

**Solutions proposées**

- Les thérapies ne doivent pas traiter que la dépendance en elle-même, mais bien aussi les raisons qui y ont amené.
- L'Etat ne doit pas capituler face à la drogue.
- Toute consommation, fabrication ou vente de drogue, doit être interdite et proscrite.
- Culture et vente sont punissables; achat et vente sont des infractions.
- Les thérapies orientées vers l'abstinence ont un taux de succès sensiblement plus élevé, et l'Etat doit les traiter sur pied d'égalité.

**Remarques**

La politique, dans cette question brûlante, n'a pas à se plier à l'esprit du moment ni à s'adapter aux changements de société. Nous voulons des exemples ! Les politiciens doivent faire preuve de discernement quant à ce qui est bien et à ce qui est mal, pour dans l'intérêt de toute la population.